

Rapport d'activité
Direction des finances
—
2014



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction des finances DFIN
Finanzdirektion FIND

6.5.3	Secteur Data Center	30
6.5.4	Secteur Networking & Telephony	30
6.5.5	Secteur Service Desk	31
6.6	Section Solution Engineering (SE)	31
6.6.1	Secteur Projet Management Office (PMO)	31
6.6.2	Secteur Application Engineering (AE)	32
6.6.3	Secteur Application Services (AS)	32
6.6.4	Secteur Architecture & Intégration (AI)	32
7	Service du cadastre et de la géomatique (SCG)	33
7.1	Activités	33
7.1.1	Généralités	33
7.1.2	Mensurations parcellaires	33
7.1.3	Entreprises décidées en 2014	33
7.1.4	Entreprises en cours d'exécution	33
7.1.5	Entreprises terminées en 2014	33
7.1.6	Conservation et mise à jour en 2014	33
7.1.7	Nomenclature et adresses	34
7.1.8	Base de données de la mensuration officielle (BDMO et DSK2)	34
7.1.9	Remplacement de l'application Autodesk TB3	34
7.1.10	Cadre de référence MN95	34
7.1.11	Référence de bâtiments et adresses	34
7.1.12	Autres activités MO	35
7.2	Centre de compétences (CC) SIT (système d'information du territoire)	35
7.2.1	Coordination	35
7.2.2	Projets et réalisations	36
7.2.3	Données géographiques	37
7.2.4	Information et promotion	37
7.3	Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (Cadastre RDPPF)	37
7.3.1	Activités	37
7.3.2	Etat des travaux	38
7.4	« Géoinformation »	38
7.4.1	Bases légales et organisation	38
7.4.2	Modèles de géodonnées minimaux	38
8	Registre foncier (RF)	38
8.1	Activités	38
8.1.1	Tenue du registre foncier	39
8.1.2	Informations et communications	39

-
- > la gestion des identités et des accès a continué d'étendre sa couverture: la gestion en masse des comptes informatiques des élèves et enseignants des écoles a été étendue d'une part, une plateforme de self-service pour la réinitialisation du mot de passe a été mise en place d'autre part. De nouveaux composants dans ce domaine suivront en 2015 afin de permettre le partage des identités avec des partenaires.

7 Service du cadastre et de la géomatique (SCG)

Géomètre cantonal: Remo Durisch

7.1 Activités

7.1.1 Généralités

Le Service du cadastre et de la géomatique (SCG) accomplit des tâches prévues par la législation fédérale sur la géoinformation et les lois cantonales correspondantes. Il dirige, surveille, vérifie et coordonne les travaux de mensuration officielle (MO). Il veille à la saisie et à la mise à jour des informations nécessaires à l'établissement et à la tenue du registre foncier. Le centre de compétence SIT (CCSIT), sous la responsabilité du coordinateur SIT, coordonne les activités dans le domaine du système d'information du territoire (SIT) au sein de l'administration. Le Service coordonne également les premiers travaux de mise en place du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (RDPPF).

7.1.2 Mensurations parcellaires

La convention-programme 2012 à 2015, signée par le canton le 21 août 2012, prévoit la finalisation des nouvelles cadastrations et des renouvellements, la mise à jour périodique et la préparation pour introduire le nouveau cadre de référence MN95. De son côté, la Confédération s'engage au versement de contributions pour un montant total de près de 2,04 millions de francs. Au début de chaque année, un accord cadre pour l'année est convenu entre swisstopo et le Service. L'accord 2014, signé par le canton le 28 janvier 2014, prévoyait une prestation de 442 100 francs.

7.1.3 Entreprises décidées en 2014

Le service a mis en route deux projets pilote pour les travaux de mise à jour périodique (MPD). Celle-ci doit permettre d'enregistrer dans l'œuvre cadastrale toutes les données qui ne font pas l'objet d'une procédure d'annonce (p.ex. les limites de forêt, ruisseaux, ...). Ce processus permet d'améliorer l'actualité des données par une périodicité adaptée.

7.1.4 Entreprises en cours d'exécution

Les travaux actuellement en cours d'exécution concernent 50 080 hectares (58 167), soit 30,1 % (32,4 %) de la superficie du territoire cantonal (sans les lacs = 5 %), alors que 108 537 hectares (104 631), soit 65,0 % (62,6 %) de la superficie sont définitivement gérés en base de données.

7.1.5 Entreprises terminées en 2014

Les premiers relevés de Chésopelloz lot 1, Corserey lot 1, Haut-Intyamou (secteur RPS Lessoc), Kleinbödingen lot 1, Mézières lot 3, Oberschrot lot 1, Villarepos lots 1&2 et Villaz-Saint-Pierre lot 1, ainsi que le renouvellement de Charmey lot 1a ont été vérifiés et mis à disposition sur les serveurs cantonaux. Les frais restant après déductions des participations fédérales et cantonales ont été répartis et facturés aux communes et aux propriétaires de Chésopelloz lot 1, de Corpataux-Magnedens lot 2b, d'Ecuvillens lot 3 (Hauterive), de Les Montets (Frasses) lot 3 et de Vuisternens-devant-Romont lot 3.

7.1.6 Conservation et mise à jour en 2014

Les géomètres officiels ont établi et transmis 2244 (3041) dossiers de mutations au Service. 921 (936) verbaux concernent des modifications de limites ou des divisions de parcelles. 993 (1058) dossiers ont été validés après

contrôle. Concernant la cadastration de la couverture du sol, le Service a ordonné 2666 (3178) levés de bâtiments neufs ou modifiés et accordé 1954 (2234) visas de contrôle. Plus de quatre mutations sur cinq concernent la base de données.

7.1.7 Nomenclature et adresses

L'ordonnance fédérale sur les noms géographiques (ONGéo), en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2008, prévoit que toutes les rues des localités et autres agglomérations habitées doivent être pourvues d'un nom. L'ordonnance établit aussi que seule l'orthographe des noms de rues de la mensuration officielle doit être utilisée dans les documents officiels de la Confédération (La Poste), du canton et de la commune. Depuis septembre 2010, les bâtiments projetés sont également saisis avec leurs adresses.

En collaboration avec les commissions cantonales de nomenclature, de nombreuses nouvelles appellations de rue ont été examinées en vertu de l'article 6 de la loi sur les routes et enregistrées dans la base cantonale DSK2.

7.1.8 Base de données de la mensuration officielle (BDMO et DSK2)

La BDMO est en exploitation depuis début 2007. Les données sont ventilées en 17 thèmes (ou catégories) différents. Aujourd'hui, la BDMO contient 12 610 586 (11 858 150) objets. Elle permet la saisie, la modification et la publication des données géométriques constituant le « plan du registre foncier », en coordination avec les bureaux de géomètres.

Le RF et le SCG ont commencé à étudier l'implémentation de la transmission automatique des données de mutations (affaires géomètres) à la base de données du registre foncier (Capitastra). Celle-ci aurait l'avantage de rendre électronique le traitement des mutations sans modifier les droits concernant les immeubles.

7.1.9 Remplacement de l'application Autodesk TB3

Un contrat de prestation a été signé avec Autodesk dans le cadre du projet de migration de l'application de gestion des données de la mensuration officielle, « Topobase 3 MO'2003 ». Le projet a pour but une migration ISO fonctionnelle sur « Oracle 11 » et « Autodesk Map2014 », en conservant la structure de la base de données. La mise en production de la nouvelle version est prévue pour le 2^e trimestre 2015.

7.1.10 Cadre de référence MN95

En raison de l'utilisation croissante d'appareils de positionnement tels que par exemple les navigateurs GPS et afin de pouvoir bénéficier pleinement des avantages de ces technologies, le cadre de référence suisse, plus que centenaire, a été rénové et rattaché au cadre de référence européen. Le nouveau cadre de référence, appelé MN95, se base sur la mensuration nationale de 1995 et devrait remplacer d'ici 2016 le cadre de référence suisse actuel MN03.

Le SCG répertorie 294 anciens lots numérisés dans le Canton de Fribourg susceptibles de contenir des tensions locales. Un questionnaire a été rempli par les bureaux de géomètres dépositaires et adjudicataires concernés pour analyse des lots existant dans la BDMO. Parallèlement à l'envoi du questionnaire, les bureaux ont déterminé 6564 coordonnées des points SCG de base en MN95. Ces points serviront à identifier les tensions, densifier le maillage des triangles CHENyx06 et à établir un maillage des triangles FRENyx16 pour mieux tenir compte des tensions locales ainsi que faire le changement du cadre de référence à la suite de toutes les géodonnées du canton. Cette procédure est appliquée dans la plupart des cantons suisses.

7.1.11 Référence de bâtiments et adresses

Le Service a été mandaté en juin 2014 afin de reprendre la conduite opérationnelle de la partie d'« harmonisation » des registres et des données de l'Etat. Les objectifs sont:

- > Garantir l'exactitude, la complétude et la disponibilité des géodonnées de référence (au sens de l'art. 3, al. 1, lit. f LGéo) pour les bâtiments et les adresses;
- > Identifier chaque bâtiment au moyen d'une géométrie et d'un identifiant EGID;
- > Corriger et harmoniser les données liées aux bâtiments et aux adresses de la mensuration officielle (MO) et du Registre des Bâtiments et des Logements (RegBL);

-
- > Mettre en place une organisation et des processus aptes à gérer les modifications des bâtiments et des adresses de manière fiable et efficace, en proposant un flux de mise à jour;
 - > Cette référence devra être à disposition pour la fin 2015 pour l'ensemble du canton de Fribourg.

7.1.12 Autres activités MO

Le Service n'a garanti qu'une prestation minimale pour les points fixes et n'est intervenu que sur appel lorsqu'on lui a signalé un point menacé. L'activité du Service s'est concentrée sur l'accompagnement des bureaux de géomètres pour la mise en œuvre du nouveau système de référence de la mensuration nationale (MN95) dans les nouvelles entreprises de mensuration.

Le PB-MO qui remplace le plan d'ensemble au 1:5000, est mis à disposition pour l'ensemble du territoire cantonal pour tous les services de l'Etat. Ce produit, mis à jour annuellement, est directement issu de la base de données cantonale de la mensuration, complété par le produit swissTLM3D de swisstopo dans les endroits sans MO numérique.

Le contrôle de la mise à jour annuelle 2014 des 3071 (2998) plans du registre foncier a été fait à partir des verbaux déposé en 2013.

Les copies de sécurité et archivage des mesures de terrain ainsi que les esquisses, effectuées par les géomètres et le SCG en 2014, ont été intégrées dans la « GED DSK ».

Le Service a continué de mettre à disposition les données de la MO, qui font partie des géodonnées de base, sur les serveurs de distribution génériques de l'administration cantonale, les rendant ainsi accessibles à tous les utilisateurs, y compris les non-spécialistes.

Le registre foncier et la mensuration officielle gèrent tous deux des informations liées aux immeubles. Une coordination est donc essentielle pour garantir les liaisons entre les plateformes internet du registre foncier et de la mensuration en ligne. Le travail d'interconnecter les bases de données du registre foncier et de la mensuration officielle, qui a débuté en 2009, continue dans le cadre du projet « CAPI6 », soit le remplacement et l'amélioration du logiciel de « registre des mutations de la MO » et de « la gestion du descriptif cadastral des immeubles ».

Le SCG a décidé de mettre à disposition plus rapidement les données numériques de la mensuration. Pour pouvoir le faire, les données de la MO reçoivent un attribut supplémentaire qui permet d'identifier l'état de travail. Les différents états sont : « En travail » (données pas disponibles) / « En vérification » (données sont disponibles, mais ni validées par le SCG, ni en vigueur) / « Chargé en BDMO » (données sont disponibles, validées par le SCG, mais pas encore en vigueur) et « Chargé BDMO et inscrit RF » (données sont disponibles et en vigueur).

7.2 Centre de compétences (CC) SIT (système d'information du territoire)

7.2.1 Coordination

La coordination dans le domaine du SIT se fait:

- > en relation avec des tâches de gouvernance informatique, dans le domaine de la géoinformation (NB: collaboration avec le SITel). En 2014, le CCSIT a contribué à des réflexions de fond sur les référentiels et la gouvernance des données, a défini les principes pour la sécurisation des applications et services basés sur ArcGIS for Server (avec authentification), a mis en place une solution de reporting, a effectué les premières expériences d'utilisation de la plateforme collaborative ArcGIS Online, a clarifié les modalités de gestion des projets SIT;
- > en relation avec la gestion des géodonnées. En 2014, le CCSIT a analysé différentes questions relatives à la diffusion des géodonnées (échange entre autorités, Open Government Data), a répondu à plusieurs demandes de géodonnées complexes, a défini les principes de base et les compétences pour la gestion des métadonnées, a adopté de nouveaux standards en matière de métadonnées (p. ex. formulaires de saisie, intégration des géocatégories conformément à la norme eCH-0166);

-
- > dans le cadre de la réalisation d'objectifs communs à tous les services de l'Etat de Fribourg. En 2014, le CCSIT a démarré les travaux de migration du guichet cartographique (<http://www.geo.fr.ch/>). Il a aussi mené les premières réflexions pour la mise en place d'un extracteur de géodonnées.
 - > dans le cadre de projets répondant à des besoins de services impliqués dans la gestion du territoire et d'utilisateurs de géodonnées.

Au niveau suisse, cette coordination s'effectue dans le cadre des activités d'associations spécialisées (p. ex. geosuisse), dans le cadre de projets (p. ex. géoportail national, MISTRA) impliquant la Confédération ainsi que dans le cadre de collaborations avec les Offices fédéraux (p. ex. avec swisstopo pour la création de géodonnées en commun ou avec l'OFEV pour la gestion de la qualité des eaux).

Dans le domaine de la géoinformation, la Conférence des services cantonaux de géoinformation (CCGEO) et les sous-groupes qui lui sont associés (p. ex. IGArc « Interessengemeinschaft ArcGIS » ou CCGEO-Romandie) constituent les principaux lieux d'échange entre les cantons.

Financée par les cantons, la coordination intercantonale en matière de géoinformation (CIGEO) assure la collaboration avec la Confédération dans le cadre de l'application de la LGéo et de la création de l'infrastructure nationale de données géographiques (INDG). Le coordinateur SIT est l'interlocuteur officiel de la CIGEO pour le canton de Fribourg.

La CIGEO œuvre à différents projets hautement stratégiques parmi lesquels: l'harmonisation des géodonnées de base, l'échange de géodonnées entre autorités, la construction du géoportail national (mise en commun de géoservices harmonisés) ainsi que la mise en place du cadastre RDPPF.

Enfin, on peut encore mentionner la collaboration intercantonale qui s'instaure dans certains domaines et projets (p. ex. en 2014: avec Genève pour la génération de certificat de non-inscription au cadastre des sites pollués; avec Genève et Vaud pour le plan du RF informatisé; avec Genève, Neuchâtel et Jura pour la planification d'un nouveau vol LiDAR; avec Vaud pour les eaux superficielles; avec Vaud et Berne pour les infrastructures d'eau potable), la coopération avec les communes et les régions (p. ex. l'Association des communes fribourgeoises ou innoreg FR) ainsi que les échanges avec les autorités religieuses, les hautes écoles (p. ex. la HEIG-VD) et des partenaires privés.

7.2.2 Projets et réalisations

Les principaux projets cantonaux dans lesquels le CCSIT s'est impliqué durant l'année 2014 sont:

- > HarmBat – harmonisation des bâtiments et logements / PerCo – permis de construire / Référence des bâtiments et des adresses, Migration Topobase – remplacement de l'application de gestion des données de la MO (SCG), SDSI-SEn – Schéma directeur du système d'information du SEn, SI-BienFond – système d'information des biens-fonds du SPC (SPC), MISTRA – Système d'information et de gestion des routes (SPC) et MISTRA-MD – mobilité douce (UFT), QualEaux – gestion de la qualité des eaux (SEn), SIPO – cadastre des sites pollués (SEn), SAE144 – système d'aide à l'engagement de la centrale sanitaire 144 (HFR), SIAF – système d'information archéologique Fribourg (SAEF), AquaFri – infrastructures d'eau potable (SAAV).

En outre, plusieurs géoportails et géoservices ont été ou sont en train d'être développés pour les services de l'administration:

- > InfoMAT Web – exploitations de matériaux (contrôle d'accès, SeCA), PSSSIC – plan sectoriel des secteurs stratégiques et d'importance cantonale (accès public, SeCA), CertifSipo – génération de certificat de non-inscription au cadastre des sites pollués (accès public, SEn), FaunaMap – chasse et faune terrestre / pêche et faune aquatique (accès interne restreint, SFF), Lutte contre le capricorne asiatique (accès public, SFF), Plan du RF informatisé (accès public, SCG), recherche d'EGID (accès public, SdE), cartographie des structures d'accueil de la petite enfance (accès public, SEJ), géoservices pour SIPO – gestion du cadastre des sites pollués (contrôle d'accès, SEn).

7.2.3 Données géographiques

Le CCSIT gère de très nombreux jeux de géodonnées (environ 550 jeux de données vectoriels et 150 jeux de données raster) ainsi que les métadonnées associées (plus de 450 fiches de métadonnées saisies sur geocat.ch, le catalogue géographique suisse). Au cours de l'année 2014, le SIT cantonal s'est enrichi de plusieurs jeux de données intéressants dans les domaines suivants (NB: certains sont encore en travail): orthophoto swissimage 2013 (couleur et IR), géodonnées géologiques vectorielles (GeoCover), cartes historiques (ville de Fribourg), mensuration officielle (PB-MO, lots, données en vérification et en travail, adresses), accidents de la route, trafic (comptages et modélisations), arrêts des transports publics, cyclotourisme, géodonnées du plan sectoriel des secteurs stratégiques et d'importance cantonale, dangers de crues sur le Plateau, agriculture (surfaces d'exploitation, cultures, aptitudes agricoles, alpages, risque d'érosion de la surface agricole utile), forêt (stations forestières sur l'ensemble du canton, arbres spectaculaires, centres forestiers, forêt en zone S de protection des eaux souterraines, capricorne asiatique, etc.), gestions de la faune (observations de la faune terrestre et aquatique, comptages, télémétrie, gibier péri, dégâts aux cultures, zones de tranquillité, statistiques de chasse, pêches électriques, pollutions des eaux, etc.), bassins versants pour la gestion des eaux à l'échelle régionale, nature et paysage (sites de reproduction des batraciens, zones alluviales, zones protégées au niveau communal), paroisses catholiques et réformées, cercles scolaires et arrondissements d'inspection, structures d'accueil préscolaires et extrascolaires, mesures du radon à l'intérieur des bâtiments.

La suppression du catalogue suisse des données environnementales (envirocat) a occasionné le transfert, après adaptation, de quelques dizaines de fiches descriptives dans geocat.ch.

7.2.4 Information et promotion

Le site internet dédié au SIT cantonal (<http://www.sysif.ch>) fournit des informations de base au grand public. Son contenu est régulièrement mis à jour, en particulier la rubrique « SYSIF au service du public ».

Le guichet cartographique du canton de Fribourg a connu quelques évolutions au cours de l'année 2014: ajout des bonnes terres agricoles sur la carte « Constructions et aménagement », nombreuses mises à jour de la carte « Nature et paysage ». Une carte « Forêt » a été préparée et une carte « Mobilité » est en cours d'élaboration en collaboration avec le SPC, l'UFT et le SMo.

Par ses conseils et la fourniture de cartes, le CCSIT a collaboré étroitement à l'installation interactive GeoCity mise en place dans le cadre de l'exposition « L'Oracle du Papillon ».

Plusieurs cours ont été organisés par le CCSIT à l'attention des collaborateurs et des collaboratrices de l'Etat de Fribourg. Une vingtaine de personnes ont suivi un cours d'introduction à ArcGIS for Desktop tandis que plusieurs formations avancées et/ou spécifiques ont été proposées (segmentation linéaire, ArcGIS Online). Un cours d'introduction à geocat.ch a été organisé en collaboration avec swisstopo, à l'attention de collaborateurs de sept services. Enfin, le guichet cartographique du canton de Fribourg et d'autres géoportails (p. ex. l'application Préavis SeCA) ont fait l'objet de plusieurs présentations.

7.3 Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (Cadastre RDPPF)

7.3.1 Activités

Le Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (Cadastre RDPPF) est un instrument destiné à la publication d'informations fiables concernant la propriété foncière. Dans une première étape, il est mis en œuvre par huit cantons pilotes qui en définissent les principes de fonctionnement et mènent des réflexions sur certains aspects spécifiques dans le cadre de sept projets prioritaires. Avec tous les autres cantons, Fribourg participera à la deuxième étape, qui démarrera en 2016 et qui se terminera par la pleine exploitation du cadastre RDPPF dans toute la Suisse en 2020. Les cantons de la deuxième étape suivent avec beaucoup d'attention les expériences faites par les cantons pilotes, qui leur serviront pour leurs propres travaux. En attendant, ils s'attèlent à divers travaux préparatoires tels que l'établissement des bases légales cantonales (p. ex. une ordonnance cantonale sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière), la mise en place d'une organisation appropriée et la préparation des géodonnées requises.

7.3.2 Etat des travaux

Le 7 novembre 2014 a eu lieu la 3^e séance d'orientation pour l'introduction, 1^{re} étape à Olten. Depuis 2014, les cantons de Berne, Jura, Neuchâtel, Nidwald, Obwald, Thurgovie et Zurich permettent d'accéder au Cadastre RDPPF, pour une partie ou la totalité de leur territoire. Il est possible d'obtenir ces informations sur le site www.cadastre.ch/ en rajoutant l'abréviation du canton à la fin, par exemple www.cadastre.ch/JU pour le canton du Jura.

7.4 « Géoinformation »

7.4.1 Bases légales et organisation

Afin de régler la mise en œuvre des dispositions prévues par la Loi sur la géoinformation (LCGéo) ainsi que par la législation fédérale, le Service a initié les travaux de rédaction de l'Ordonnance sur la géoinformation (OCGéo). Le groupe de travail restreint mis sur pied a élaboré un premier projet qui sera ensuite soumis à examen par un cercle élargi d'intéressés.

7.4.2 Modèles de géodonnées minimaux

Dans le cadre de travaux préparatoires ou dans le cadre d'auditions, le CCSIT s'est penché sur les modèles de géodonnées minimaux pour des géodonnées de base de droit fédéral suivants: Cadastre des sites pollués (ID 115.2, 116, 117, 118 et 119, adaptation), Relevés cantonaux de la pollution atmosphérique (réseaux de mesure) (ID 122.1, 2^e consultation et publication), Exploitation agricole (ID 149, 151, 152 et 153, adaptation), Cadastre des événements naturels (ID 167.1, 1^{re} consultation), Parcs d'importance nationale (ID 187.1, 1^{re} et 2^e consultation), Inventaire cantonal des prairies et pâturages secs d'importance nationale, régionale et locale (ID 189.1, 1^{re} et 2^e consultation), Zones de tranquillité pour la faune sauvage (y compris réseau d'itinéraires) (ID 195.1 et 195.2, 1^{re} et 2^e consultation), Mesures d'organisation du territoire relatives aux eaux (ID 130, 131 et 132, 2^e consultation et publication), Cadastre de bruit pour les routes principales et les autres routes (ID 144.1, publication), Comptage de la circulation routière – réseau principal (ID 13) et réseau régional et local (ID 14) (1^{re} consultation), Réseau cyclable et chemins pour piétons et de randonnée pédestre (ID 67 et 79, création d'une communauté d'information spécialisée), Inventaire des prélèvements d'eau existants (ID 140, 2^e consultation).

8 Registre foncier (RF)

Les Conservateurs et les Conservatrices des Registres fonciers sont, par ordre alphabétique: René Aeby (Singine), Joseph Borcard (Broye), Anita Bulliard (Veveyse), Séverine Doutaz (Gruyère), Josef Haag (Lac), Denise Jan (Glâne), Bertrand Renevey (Sarine).

8.1 Activités

Le registre foncier est un service public chargé de valider juridiquement les modifications de la propriété immobilière, des droits fonciers (servitudes, charges foncières, annotations et mentions) et des droits de gage immobiliers (hypothèques et cédules hypothécaires). Il communique également l'état des droits en relation avec les immeubles.

Les activités principales des 7 bureaux sont: la tenue de différents documents sur papier ou au moyen de l'informatique, la communication d'informations et de renseignements (publicité du registre foncier), l'introduction du registre foncier fédéral, le traitement de dossiers de remaniement parcellaire et l'informatisation du registre foncier.

En tant qu'autorités fiscales, les bureaux perçoivent des droits de mutation, des droits sur les gages immobiliers ainsi que l'impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole.